

# LA LETTRE DE L'ACTIONNAIRE

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

N° 73 | MARS 2010

ÉDITORIAL



© Michel Labelle

par Frédéric Oudéa,  
Président-Directeur général

**Cher actionnaire,**

**Les résultats financiers de 2009 de Société Générale, bien que reflétant de bonnes performances opérationnelles, sont significativement**

**impactés par la crise économique et le poids des actifs gérés en extinction. Au total, le Groupe dégage en 2009 un résultat net part du Groupe de 678 millions d'euros.**

Sur cette base, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale, qui se tiendra le 25 mai prochain, un dividende de 0,25 euro par action qui sera assorti d'une option de paiement du dividende en actions.

Ces résultats financiers, certes décevants, masquent le dynamisme commercial des métiers du Groupe : hausse du nombre de comptes à vue ouverts dans les Réseaux France, bonnes performances opérationnelles de la Banque privée, résilience des Réseaux internationaux et gains de part de marchés en Banque de financement et d'investissement.

Par ailleurs, fidèle à son engagement de financement de l'économie française, le Groupe réaffirme sa présence auprès de ses clients comme en témoigne la hausse de +3,1 % des encours de crédits accordés par le Groupe aux ménages et aux entreprises en France. Le Groupe a également redimensionné, en 2009, les métiers les plus touchés par la crise : dispositif de Banques de détail en Russie, implantations de Crédit à la consommation particulièrement affectées, Gestion d'actifs avec la création d'Amundi en joint-venture avec Crédit Agricole.

**+** lire la suite page 2

SOMMAIRE

- 2 RÉSULTATS**  
Résultats annuels 2009
- 4 REPÈRES**
  - Vie de l'action
  - Nouvelle organisation de la Direction générale du Groupe
  - L'information en direct
- 5 STRATÉGIE**  
Réseaux de détail en France : l'unité dans la diversité
- 6 CONJONCTURE**  
Les pays émergents : vers un nouveau modèle de croissance
- 8 INNOVATIONS ET RSE**  
Le Pacte PME

CHIFFRES CLÉS

### Année 2009

REVENUS DES MÉTIERS  
**24,9 Md EUR (+26,8% vs 2008)**

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE  
**678 M EUR**

SOLIDITÉ FINANCIÈRE RENFORCÉE :  
RATIO TIER 1 (BÂLE II)  
**10,7 %** dont **8,4 %** de Core Tier 1

BÉNÉFICE NET PAR ACTION  
**0,45 EUR (vs 3,20\* EUR en 2008)**

DIVIDENDE PROPOSÉ  
**0,25 EUR** par action  
(vs **1,20 EUR** par action en 2008)

OPTION DE PAIEMENT DU DIVIDENDE EN ACTION

\* Retraitées du coefficient d'ajustement, conformément à la norme IAS 33.

### 4<sup>e</sup> trimestre 2009

REVENUS DES MÉTIERS  
**+29,9 %** vs T4-08

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE  
**221 M EUR**



0 800 850 820  
(appel gratuit depuis  
un poste fixe en France)



[www.societegenerale.com](http://www.societegenerale.com)



[actionnaires.individuels@socgen.com](mailto:actionnaires.individuels@socgen.com)



Société Générale DEVL/INV  
Relations actionnaires individuels  
75 886 Paris cedex 18

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

## ÉDITORIAL

- Suite -

Enfin, le Groupe a renforcé sa structure financière en conduisant avec succès une augmentation de capital à l'automne dernier et a fait évoluer ses instances managériales.

L'année 2010 devrait être une année de net rebond des résultats financiers du Groupe en raison du développement des métiers et de l'apurement progressif du poids de la crise financière. Prenant acte de l'émergence d'un nouvel environnement économique et bancaire, Société Générale poursuivra les actions de transformations profondes, engagées en 2009 à travers le programme Ambition SG 2015, qui seront conduites autour des axes suivants :

- Renforcement de la stratégie de banque universelle recentrée sur ses métiers fondamentaux, socle de la relation avec ses clients (Réseaux France, Réseaux internationaux, Banque de financement et d'investissement), avec lesquels les Financements spécialisés et Assurances et les métiers de Gestion d'actifs et de Services aux investisseurs ont vocation à fonctionner en synergie ;
- Accélération de la croissance du Groupe au travers d'une offre plus que jamais tournée vers le service apporté aux clients ;
- Une politique de ressources humaines favorable au développement des talents et responsable en matière de rémunération ;
- Mutualisation des moyens de production et industrialisation accrue des processus.

Forts de ces priorités, soyez convaincu, cher actionnaire, que les 157 000 collaborateurs de Société Générale et l'équipe de direction, sont résolus à accélérer le travail de transformation du Groupe.

Je vous remercie de votre confiance.

Frédéric Oudéa,  
Président-Directeur général



# Résultats annuels 2009

**Si les résultats 2009 ont été marqués par les effets d'une récession exceptionnelle et le poids du passé, les performances commerciales de l'année témoignent de la capacité du Groupe à accompagner ses clients, ainsi que celle de ses métiers à se développer et à s'adapter.**

## Réseaux

### France

En 2009, les Réseaux France affichent de bonnes performances commerciales et financières, compte tenu d'une conjoncture dégradée.

**Sur le marché des particuliers**, la progression du stock de comptes à vue de 96 000 unités illustre le dynamisme commercial des équipes. Les encours moyens de dépôts enregistrent une progression de +1,8 %, dynamisés par l'épargne à régime spécial et les comptes sur livrets. L'activité assurance-vie a connu une reprise sensible au second semestre, la collecte s'établissant à 7,9 Md EUR (+6,3 %). La production de crédits à l'habitat atteint 11,5 Md EUR en 2009, également relancée en deuxième partie d'année. Au total, les encours moyens de crédits aux particuliers enregistrent une hausse de +3,6 % sur l'année.

**Sur le marché de la clientèle commerciale**, la relative atonie de l'activité traduit les difficultés des entreprises face à un environnement qui est resté très dégradé en 2009. Confronté à une baisse de la demande, les encours de crédits de fonctionnement ont reculé de -15,5 %. Les encours de crédits d'investissement maintiennent quant à eux leur progression (+7,5 %). Au total, les encours de crédit à la clientèle commerciale se sont accrus de +2,8 %.

En 2009, le Groupe affiche son soutien à l'économie française en faisant croître ses crédits envers les ménages et les entreprises de +3,1 % sur l'année.

## Réseaux

### internationaux

Les **Réseaux internationaux**, grâce à leur stratégie de développement diversifié sur plusieurs bassins économiques – Europe centrale et orientale, Russie, bassin méditerranéen, Afrique subsaharienne et Outre-Mer –, s'illustrent par leur bonne résistance en affichant une rentabilité financière de 14,4 % en 2009.

Les encours de dépôts se sont établis à 64 Md EUR, en progression annuelle de +5,4 %. Afin de contenir la montée des risques, une politique d'octroi de crédits plus prudente a été menée, les encours de crédit affichant un repli de -2,6 %.

Le pôle a par ailleurs exercé un contrôle rigoureux de ses coûts et poursuivi la rationalisation de son dispositif : 143 agences ont été ouvertes, ciblant des régions dynamiques, 85 ont été fermées, essentiellement en Russie, portant le nombre des ouvertures nettes à 58 agences (vs +248 en 2008).

## Financements spécialisés

### et Assurances

Malgré un environnement défavorable notamment sur les métiers de **crédit à la consommation**, de **location longue durée et gestion de flotte** et de **financement des biens d'équipement professionnel**, les Financements spécialisés et Assurances voient leurs revenus annuels progresser de +1,8%\*, le résultat net part du Groupe du pôle s'établissant à l'équilibre.

L'activité **Assurances** connaît notamment une année 2009 satisfaisante, affichant des niveaux de collecte brute en assurance-vie élevés (+13,5%\*) et extériorisant des revenus solides.

## Banque privée, Gestion d'actifs et Services aux investisseurs

### Banque privée

La **Banque privée** réalise des performances commerciales satisfaisantes. La ligne métier a en effet poursuivi l'extension et le renforcement de son dispositif en France et au Moyen-Orient. Elle enregistre ainsi une collecte nette annuelle de +3,1 Md EUR, les actifs gérés s'élevant à 75,4 Md EUR à fin 2009 (+12,7 %).

### Gestion d'actifs

L'activité de la **Gestion d'actifs** est marquée cette année par l'adaptation du dispositif d'exploitation, avec la création d'Amundi, auquel le Groupe participe à hauteur de 25 %, qui permettra de fournir à ses clients, au travers de ses réseaux de distribution, des produits de placement et d'épargne très compétitifs.

### Services aux investisseurs (SGSS), Courtage (Newedge) et Epargne en ligne (Boursorama)

Les activités de **Services aux investisseurs** ont été lourdement pénalisées par le niveau historiquement bas des taux d'intérêt, même si elles affichent des signes encourageants de reprise. Les actifs en conservation et les actifs administrés se redressent en effet respectivement de +20 % et +6 %.

En dépit d'un rebond en fin d'année, les volumes traités par **Newedge** en 2009

sont en baisse par rapport à 2008 (-6,4 % à 3 100 millions de lots), cependant moindre que celle du marché (-14,9 %).

Tirant profit de la forte volatilité puis du rebond des marchés boursiers européens, **Boursorama** affiche un niveau d'activité soutenu, notamment constaté dans l'activité de Banque en ligne avec plus de 34 000 ouvertures de comptes sur l'année, les fonds de commerce totalisant près de 107 000 comptes à vue à fin 2009.

## Banque de financement et d'investissement

Les très bonnes performances de la **Banque de financement et d'investissement** illustrent la solidité de ses fonds de commerce et sa capacité à gagner des parts de marché.

En 2009, les revenus des métiers, hors actifs gérés en extinction, s'élèvent à 9 693 MEUR enregistrant leur meilleure performance historique.

En raison principalement de la dégradation du marché immobilier résidentiel américain, le produit net bancaire des **actifs gérés en extinction** se situe à -2 826 MEUR sur l'année.

La ligne métier **Global Markets** réalise une excellente année 2009, avec des revenus ayant plus que doublé, s'élevant à 7 200 MEUR. Les activités **Actions**, avec des revenus de 3 300 MEUR en 2009 (x2,5), approchent leur niveau record de 2007, confirmant des positions



## Les Réseaux

### internationaux s'illustrent par leur bonne résistance en affichant une rentabilité financière de 14,4 % en 2009.

de premier plan sur le marché des Warrants (n°1 mondial) et des ETF (n°2 européen). Avec des encours en hausse de 21 %, Lyxor poursuit une croissance dynamique. Les activités **Taux, Change, Matières premières** enregistrent des revenus records de 3 900 MEUR (x2,2). La ligne métier **Financement et conseil** a une nouvelle fois démontré la qualité de son expertise et son engagement au financement de l'économie réelle, enregistrant également des revenus records (2 493 MEUR, +39,5 %).

## Gestion propre

Afin de permettre une meilleure lisibilité des performances des métiers, la Gestion propre intègre dorénavant les effets comptables liés à la valorisation au prix de marché des dérivés de crédit couvrant le portefeuille de crédits corporate et aux revalorisations des passifs financiers et actions propres. Ces éléments ont atteint un niveau exceptionnel en raison de la crise, contribuant au Résultat brut d'exploitation du pôle à hauteur de -2 342 MEUR. Ils devraient être beaucoup plus modérés dans le futur compte tenu de la réduction de la sensibilité du portefeuille.

Suite à la création d'Amundi, née du rapprochement de ses activités de gestion d'actifs avec celles de Crédit Agricole SA, le Groupe enregistre une plus-value en gains nets sur autres actifs de 732 M EUR avant impôt. ■

\* à périmètre et change constant

NB : Tous les pourcentages de variation des pages 2 et 3 sont calculés sur base 2009 versus 2008. Les ratios calculés sur une base différente font l'objet d'une mention explicite.

( ) 2009/2008  
(a) hors PEL/CEL et plus value VISA  
\* à données constantes

	Réseaux France	Réseaux internationaux	Financements spécialisés et Assurances	Banque privée, Gestion d'actifs & Services aux investisseurs	Banque de financement et d'investissement
<b>PNB en M EUR</b>	7 253 (+2,0%) <sup>(a)</sup>	4 724 (+1,9%) <sup>*</sup>	3 225 (+1,8%) <sup>*</sup>	2 833 (+1,1%) <sup>*</sup>	6 867 (x4,5) <sup>*</sup>
<b>RNPG en M EUR</b>	971 (-19,8%) <sup>(a)</sup>	445 (-28,0%)	17 (-96,3%)	227 (x2,1)	623 n/s
<b>ROE après impôt en %</b>	18,0%	14,4%	0,4%		8,1%



www.societegenerale.com

## Nouvelle organisation de la Direction générale du Groupe



© Société Générale / Michel Labelle

Pour conduire la transformation du Groupe, Frédéric Oudéa, Président-Directeur général, est assisté depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, de trois Directeurs généraux délégués (de gauche à droite) :

- **Séverin Cabannes**, qui supervise les activités de Banque de financement et d'investissement et de Banque privée, Gestion d'actifs et Services aux investisseurs.
- **Jean-Francois Sammarcelli**, en charge du pôle Banque de détail en France.
- **Frédéric Oudéa**, Président-Directeur général.
- **Bernardo Sanchez Incera**, en charge de la Banque de détail à l'international, des Financements spécialisés et Assurances.

### L'information en direct sur [societegenerale.com](http://societegenerale.com)



Vous souhaitez avoir une synthèse de l'actualité économique ? Notre **revue de presse** quotidienne est faite pour vous. Elle reprend tout ce qui se passe dans la sphère économique mondiale : elle est disponible en audio sur notre site [societegenerale.com](http://societegenerale.com). Et toujours à votre disposition, l'information sur le groupe Société Générale avec « **L'essentiel du mois** » ou notre **newsletter Groupe**. A vos clics !

### AGENDA

**5 mai 2010**

Résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2010

**25 mai 2010**

Assemblée Générale

**1<sup>er</sup> juin 2010**

Détachement du dividende

**23 juin 2010**

Mise en paiement du dividende

**4 août 2010**

Résultats du 2<sup>e</sup> trimestre 2010

**3 novembre 2010**

Résultats du 3<sup>e</sup> trimestre 2010

### Société Générale dans le monde

**157 000** salariés,  
travaillant dans **83** pays  
**128** nationalités représentées.

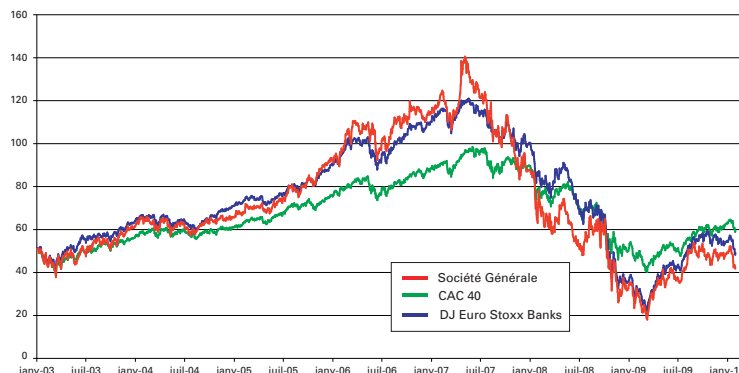


(données à fin 2009)

## Vie de l'action

Cours de clôture de l'action Société Générale au 29 janvier 2010 : 42,205 €

Les données historiques par action ont été ajustées d'un coefficient de 0,94779 (communiqué par Euronext) consécutivement au détachement du droit préférentiel de souscription de l'action Société Générale à l'occasion de l'augmentation de capital lancée le 8 octobre 2009.



[www.societegenerale.com](http://www.societegenerale.com)

# Réseaux de détail en France : l'unité dans la diversité

© Société Générale / Stéphane Ouzounoff



Jean-François Sammarcelli,  
Directeur général délégué et  
Directeur des réseaux de Banque  
de détail en France.

**Singularités et synergies : tels sont les maîtres-mots du nouvel ensemble constitué des trois enseignes de Banque de détail en France que Société Générale réunit autour d'un engagement commun, la qualité de service.**

Les activités de Banque de détail en France de Société Générale ont été regroupées sous l'égide de Jean-François Sammarcelli, Directeur général délégué du Groupe. Le nouvel ensemble Réseaux de détail en France fédère désormais 40 000 collaborateurs autour de trois marques complémentaires – Société Générale, Crédit du Nord, et Boursorama – cultivant chacune leur identité propre afin de

couvrir le plus finement possible l'ensemble du marché.

Le réseau Société Générale, la grande banque nationale généraliste forte de 2 282 agences et de 8,7 millions de clients allant des particuliers aux entreprises, grandes et petites, en passant par les collectivités locales et le monde associatif ; le Crédit du Nord, fédération de banques régionales dont les 785 agences proposent

## AMUNDI, FOURNISSEUR DE PRODUITS D'ÉPARGNE DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pôle commun de gestion d'actifs des groupes Crédit Agricole et Société Générale et numéro 3 européen\*, Amundi se positionne en tant que prestataire de valeur ajoutée pour chacun de ses clients distributeurs. Les sociétés de gestion, Société Générale Gestion (SGG) et Etoile Gestion sont dédiées aux deux enseignes de Banque de détail du Groupe qui distribuent des produits de placement et d'épargne sous leur propre marque.

\* selon le classement IPE Top 400 publié en juillet 2009, données au 31/12/2008

leurs services à une clientèle de 1,6 million de professionnels, de PME et de clients particuliers patrimoniaux ; enfin, Boursorama qui se positionne comme numéro 1 de la banque en ligne à faible coût en France, et présente aussi en Europe.

Dans l'intérêt du groupe Société Générale, ces trois enseignes ont vocation à faire vivre des modèles différents et complémentaires, et demeurent concurrentes entre elles. Les tendances commerciales du second semestre 2009 en termes d'ouvertures de comptes, de collecte d'épargne et d'accords de crédits confirment la pertinence de cette approche.

Le nouvel ensemble Réseaux de détail en France souhaite mettre en place de nombreuses synergies : partage de « bonnes pratiques », mutualisation du système informatique, puissants leviers d'efficacité opérationnelle. Autre axe de développement : renforcer la relation et la satisfaction client pour faire de Société Générale la Banque de détail relationnelle, référence sur le marché français. ■

## DEUX QUESTIONS A

### Hugues Le Bret, Président-Directeur général de Boursorama

#### Comment définir Boursorama aujourd'hui ?

Le courtier en ligne qu'était Boursorama est devenu la banque en ligne *low cost* du Groupe. Elle s'adresse au segment des internautes autonomes et propose des comptes-titres, des cartes de paiement, des prêts immobiliers... Si 80 % de notre activité est réalisée en France, nous sommes également présents en Espagne, en Allemagne et au Royaume-Uni. Au total, les revenus de Boursorama s'élèvent à 200 millions d'euros en 2009, avec 618 000 comptes en Europe.



© Société Générale / Michel Labelle

#### Quelles sont ses ambitions ?

A ce jour, la banque en ligne pure concerne moins de 1 % de la population en France, contre 5 à 10 % dans les autres pays européens. Cette proportion devrait toucher de l'ordre de 15 % des clients d'ici à dix ans. Sur ce marché, Boursorama entend rester le numéro 1 en France et accentuer son développement européen.



[www.societegenerale.com](http://www.societegenerale.com)

# Les pays émergents : vers un nouveau modèle de croissance



© Société Générale / Michel Labelle

Xavier Denis, Economiste-stratège, Société Générale Private Banking

Les années 1990 et le début de la décennie 2000 ont été caractérisées par une succession de crises touchant principalement les pays émergents : mexicaine en 1995, russe et asiatique en 1998, argentine en 2001. La crise financière actuelle, qui a fortement affecté les pays développés, ouvre la voie à un grand rééquilibrage de la croissance mondiale au profit des pays émergents.

Néanmoins, certains pays, entrés dans la crise avec des déficits publics élevés et un fort endettement du secteur privé libellé en devises, ont connu un fort recul de l'activité (par exemple, les pays baltes et les pays d'Europe centrale et orientale).

## Un nouveau modèle de croissance

La crise économique sonne le glas des politiques mercantilistes menées par beaucoup de pays émergents notamment asiatiques. Ces derniers ont fait le choix de l'intégration au commerce international et de la remontée de la chaîne de valeur. Cette politique a été un succès indéniable contribuant à multiplier le PIB par tête par 2,5 en Chine et par 2 en Inde entre 2000 et 2008.

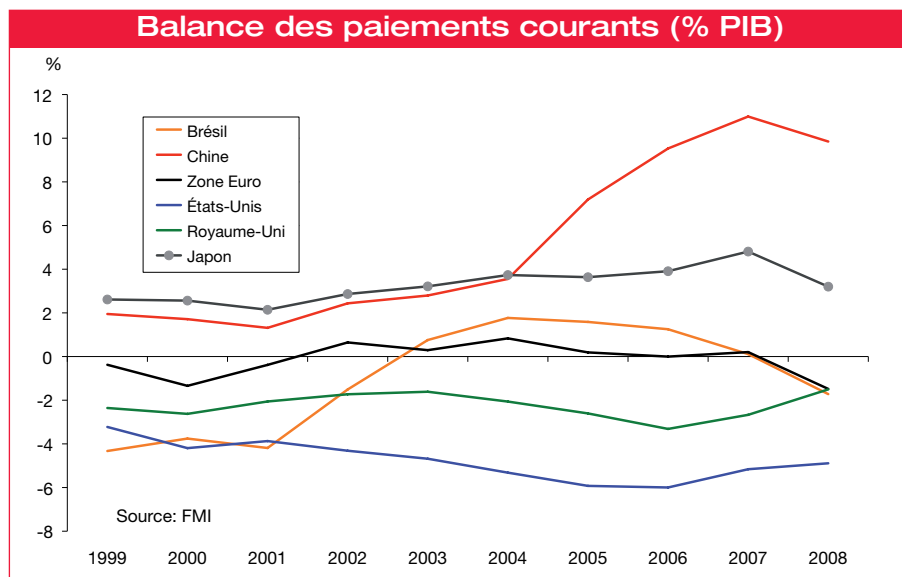
Cette politique de croissance, fondée sur les exportations, rencontre aujourd'hui ses limites. La capacité d'absorption des

La notion de pays émergents recouvre une réalité disparate. Certains pays tels la Corée du Sud ou Taiwan présentent des niveaux de revenu qui les rapprochent des pays avancés et une maîtrise technologique qui leur permet d'ailleurs de les concurrencer dans les secteurs à haute valeur ajoutée. D'autres pays sont des économies de rente qui ont bénéficié de la hausse du cours des matières premières depuis le début des années 2000. Une troisième catégorie, enfin, réunit des économies en transition qui connaissent une mutation économique accélérée du fait de leur rôle croissant de plates-formes manufacturières : les pays d'Europe centrale et orientale, le Mexique ou encore l'Indonésie en font partie.

A la suite des crises des années 1990, beaucoup de pays émergents en Asie et en Amérique latine ont fait le choix de politiques macroéconomiques prudentes, réduisant leurs déficits publics et commerciaux. L'accumulation de réserves de changes a consolidé leur position financière et permis de recourir à des financements de plus en plus libellés en devises locales. Autre évolution, le taux d'investissement des pays asiatiques a reculé de manière significative au cours des dix dernières années conduisant les autorités

américaines à blâmer ces pays pour cause d'excès d'épargne (*saving glut*) et à justifier ainsi *a contrario* la détérioration du solde courant américain. (cf. graphique)

De fait, les pays présentant des fondamentaux macroéconomiques solides ont bien mieux résisté à la crise que les autres. La faible internationalisation de leur système financier les a, en outre, immunisés contre la crise des *subprimes*.





## La crise

### économique sonne le glas des politiques mercantilistes menées par beaucoup de pays émergents notamment asiatiques.

pays développés (les États-Unis essentiellement mais aussi l'Europe) s'est traduite par un creusement des déficits commerciaux, qui reflète une progression de la consommation insoutenable dans la durée. Cette consommation a été financée à crédit : l'augmentation de l'endettement des ménages américains trouve son corollaire dans la hausse des réserves de change de la Chine devenue en 2009 le principal pays créancier des États-Unis devant le Japon.

Les économies émergentes, en particulier l'Asie, doivent rééquilibrer les moteurs de leur croissance en faveur de la demande domestique. Ce processus sera long : une décennie voire davantage car il faut changer des comportements séculaires. Il faut dans un premier temps inverser la tendance observée entre 2000 et 2008 : celle d'une réduction de la part de la consommation privée dans le PIB observée à l'échelle de l'Asie émergente. A titre d'exemple, cette part a reculé de 42 % en Chine en 2000 à 35 % en 2008, à comparer avec un ratio de 70 % aux États-Unis (2008).

En Chine, la hausse de l'épargne des entreprises est le principal vecteur de la progression du taux d'épargne national devant l'épargne des ménages. Ce phénomène provient de la faiblesse des bénéfices distribués par les grandes entreprises mais aussi de la difficulté d'accès des PME au crédit bancaire, ce qui les contraint à s'autofinancer.

Pour les ménages également, l'épargne préalable joue un rôle décisif lorsqu'il s'agit d'acquérir des biens durables comme l'automobile, faute de développement suffisant du crédit. L'élévation

## UN NOUVEL ELDORADO POUR LES MARCHÉS ACTIONS ?



© Shutterstock / Jonathan Larsen

Des prévisions de croissance flatteuses dans les pays émergents et l'espoir d'une appréciation des devises sont un puissant attrait pour les investisseurs.

A cela s'ajoute une rentabilité élevée des entreprises sur des marchés locaux parfois peu concurrentiels car encore fermés à la concurrence internationale. Il est donc tentant de profiter de ce contexte favorable pour investir sur les marchés actions voire sur les marchés obligataires.

Ces marchés souffrent de défauts de jeunesse. Ils sont volatils car sensibles aux flux d'investissements étrangers (ex. Inde, Brésil) faute d'une base solide d'investisseurs institutionnels locaux (fonds de pension, assurances). La recherche de liquidité a contraint nombre d'investisseurs étrangers à la fin 2008 à solder massivement leurs positions sur ces marchés avec pour conséquence un recul marqué des cours boursiers et une dépréciation brutale des monnaies. A l'inverse, en phase de reprise, ces marchés sont plus propices à l'exubérance et donc à des mouvements de correction brutale.

Par ailleurs, le niveau de régulation des marchés comme la qualité de la gouvernance des entreprises sont perfectibles. La sécurité pour l'investisseur n'est pas comparable à celle d'un marché mature exigeant ainsi une approche plus circonspecte, qui privilégie l'investissement au travers de fonds communs de placement par exemple ou l'achat d'indices représentatifs d'une place.

Une autre manière de jouer la dynamique des marchés émergents consiste à investir sur des valeurs qui réalisent une part substantielle de leurs chiffres d'affaires dans les pays émergents. Certaines entreprises opérant dans les secteurs du luxe, des biens d'équipement, des services financiers notamment continueront de bénéficier de leur implantation dans les zones émergentes où elles trouvent des relais de croissance.

Le maintien d'une croissance mondiale soutenue passe par un changement des modèles de développement. La croissance des économies développées sera durablement obérée par le poids des dettes publiques ou privées. Il est donc essentiel que les économies émergentes confortent leur rôle de locomotive de l'économie mondiale en promouvant leur demande interne tout en évitant les risques d'une stimulation artificielle, facteur de bulles et de récessions futures.

du coût de la santé et de l'éducation incite aussi les familles à accroître leur épargne de précaution. La mise en place d'un système de sécurité sociale permettrait de réduire la part d'auto-assurance. La modernisation du secteur bancaire doit faciliter l'accès au crédit et aux services bancaires à une population qui n'y a majoritairement pas accès. Parallèlement, l'essor des marchés financiers doit permettre de diversifier les supports d'investissement et favoriser l'essor d'une épargne de long terme.

Enfin, l'appréciation des taux de change contribuera à élever globalement le pouvoir d'achat des économies émergentes favorisant la demande interne au détriment de la demande externe. La reprise de l'appréciation du yuan chinois contre le dollar américain ouvrirait la voie à un mouvement général d'appréciation des devises asiatiques face aux grandes monnaies, participant ainsi au rééquilibrage de la croissance mondiale. ■



[www.societegenerale.com](http://www.societegenerale.com)

INNOVATION



© Françoise Beauquion

*Equation*, œuvre de Stephen Dean. Sculpture. Collection Société Générale.

## Le Pacte PME

Le Pacte PME vise à renforcer les relations entre PME innovantes et grandes entreprises. Il a enregistré l'adhésion de 55 grandes sociétés françaises depuis trois ans.

**P**remière banque signataire en 2007, Société Générale souhaite développer des relations mutuellement bénéfiques avec les petites et moyennes entreprises.

Dans ce cadre, Société Générale a repensé sa politique pour faciliter l'accès des plus petites structures à ses marchés et a organisé à fin 2009 trois rencontres thématiques qui ont permis à 35 PME de dialoguer avec des représentants des différents métiers du Groupe. Les domaines d'innovation abordés ont été variés (« Green IT » [l'informatique « verte »], la sécurité informatique...).

L'implication du Groupe dans le pacte PME ne faiblit pas en 2010. Sous l'impulsion de la Direction des Ressources en charge de l'Innovation, ces rencontres organisées deux fois par an sont pleinement intégrées au processus d'innovation de Société Générale, avec pour objectif la découverte d'innovations indispensables aux services et métiers de la banque de demain. La dernière rencontre du 4 février 2010 a porté sur « l'e-réputation » (réputation sur Internet : menace ou opportunité pour l'entreprise ?) et les solutions de communication unifiée au service du collaborateur. ■

### RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Société Générale s'appuie sur une forte capacité d'innovation tournée vers la satisfaction de ses clients sur ses différents marchés. Un état d'esprit qui permet de saisir les changements de notre environnement, d'anticiper les besoins de nos clients en inventant de nouveaux produits, de nouveaux services.

#### Un accord pour l'entrepreneuriat en Afrique et en région Méditerranée

Afin de favoriser croissance économique et création d'emplois durables dans les régions Afrique et Méditerranée, Société Générale a conclu avec l'Agence française de développement (AFD) un accord qui permettra aux banques de son réseau d'accorder 100 millions d'euros de crédits à des entrepreneurs. L'AFD garantira à hauteur de 50 % le risque de non remboursement de ces

crédits, d'un montant unitaire inférieur à 300 000 euros. Objectifs : dynamiser une offre de financement adaptée aux besoins des petites et moyennes entreprises de ces régions, mieux appréhender le risque, stimuler la production de crédit de Société Générale pour monter plus vite en capacité sur ce segment de clientèle. Ce protocole pourra s'étendre ultérieurement à d'autres régions.

#### Démarche environnementale exemplaire à Bordeaux

La Banque de financement et d'investissement a signé un contrat de financement pour la conception, la construction, l'entretien et la maintenance d'un bâtiment à énergie positive (qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme) qui hébergera 350 salariés de la communauté urbaine de Bordeaux et comprendra trois niveaux de parkings en sous-sol. Pour parvenir à cette performance énergétique, une démarche HQE (Haute qualité environnementale) est mise en œuvre, valant au bâtiment un label BBC (Bâtiment basse consommation), couplée à 1210m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques dont la production est entièrement revendue à EDF. Ce partenariat public-privé s'applique sur 20 ans.